

## MARCHE PUBLIC DE SERVICES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP N° 24-017-DIR du 24 avril 2025)

#### ***l'Acheteur***

Ministère chargé des Transports  
Direction Interdépartementale des Routes Sud-Ouest

#### ***Représentant de l'acheteur (RA)***

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes du Sud-Ouest par délégation  
de Monsieur le Préfet de la région Occitanie donnée par arrêté préfectoral du 30  
janvier 2023

#### ***Objet du marché***

Nettoyage des tunnels de Foix et Saint-Béat

Le présent CCAP comporte \_\_\_\_ annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b><u>4</u></b>
1-1. Objet du marché et Normes.....	<u>4</u>
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	<u>4</u>
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	<u>6</u>
1-4. Passation des commandes.....	<u>6</u>
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>7</u>
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	<u>7</u>
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	<u>8</u>
1-8. Dispositions générales.....	<u>8</u>
1-9. Ordres de service.....	<u>11</u>
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b><u>11</u></b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES...</b>	<b><u>12</u></b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>12</u>
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	<u>12</u>
3-3. Variation dans les prix.....	<u>13</u>
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	<u>14</u>
<b>ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b><u>14</u></b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>15</u>
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>15</u>
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>15</u>
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	<u>16</u>
4-5. Interventions urgentes.....	<u>17</u>
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>	<b><u>17</u></b>
5-1. Retenue de garantie.....	<u>17</u>
5-2. Avances.....	<u>17</u>

<b>ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b><u>18</u></b>
<b>ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b><u>18</u></b>
7-1. Mise en place du marché.....	<u>18</u>
7-2. Programme d'exécution.....	<u>19</u>
7-3. Conditions d'exécution.....	<u>19</u>
7-4. Conditions d'intervention.....	<u>21</u>
7-5. Formation.....	<u>22</u>
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	<u>22</u>
<b>ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b><u>22</u></b>
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	<u>22</u>
8-2. Admission.....	<u>23</u>
8-3. Garantie(s).....	<u>23</u>
<b>ARTICLE 9. RÉSILIATION.....</b>	<b><u>23</u></b>
<b>ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b><u>23</u></b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b><u>24</u></b>
<b>ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b><u>24</u></b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché et Normes**

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

- Le nettoyage des tunnels de Foix (09) et de Saint-Béat (31).

Les prestations incluent :

- Le nettoyage des murs ;
- L'hydrocurage des drains et autres caniveaux ;
- Le passage caméra dans les canalisations.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- Le tunnel de Foix est situé entre Arabaux et Foix, sur la N20 en Ariège (09).
- Le tunnel de Saint-Béat est situé à Saint-Béat-le-Lez, sur la N125 en Haute-Garonne (31).

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande avec un seul opérateur économique conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-2 , R.2162-5 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

#### **1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
  - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;

b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;

c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

2. Le chef de subdivision, de parc, d'unité ou de cellule pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;

b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;

c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;

d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

### **1-2.2.** Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement.

#### ***1-2.2.1 Envoi via PLACE***

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence (nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de

réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

#### *1-2.2.2 Envoi par courriel*

Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire, n'accuserait pas réception de l'information, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci ( ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

### **1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 3-2 de l'acte d'engagement.

### **1-4. Passation des commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le représentant de l'acheteur conformément à la délégation de signature correspondante

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h. au vendredi 12 h, par mail. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une heure par retour de mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique à l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché.
- Le RPA
- La désignation de la prestation à réaliser;
- La quantité commandée ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le délai d'exécution;

- L'adresse de facturation

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

### **1-5. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloti, les prestations sont réparties en 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots géographiques séparés** :

Désignation des lots	
<b>Lot 1</b>	Tunnel de Foix (09)
<b>Lot 2</b>	Tunnel de Saint-Béat (31)

### **1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

#### **1-6.1** Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.10 du CCAP.

#### **1-6.2.** Sites sensibles

Sans objet.

#### **1-6.3** RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.11 du présent CCAP.

## **1-7. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1-8. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

### **1-8.1.** Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-8.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

#### **1-8.2.1.** Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du



marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

#### c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-3.7.

### **1-8.3.** Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 1 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 1 000 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1-8.4.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

### **1-8.5.** Clauses sociales et environnementales

#### 1-8.5.1. Clauses sociales

Sans objet.

#### 1-8.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets.

Les conditions d'exécution des clauses environnementales sont définies dans le tableau ci-dessous :

Lot	Conditions d'exécution
1	En application de l'article 20.4 «Gestion des déchets» du CCAG FCS, le titulaire devra remettre un justificatif de traçabilité de traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation (de la récupération des déchets à leur acheminement au centre de tri et de recyclage).
2	En application de l'article 20.4 «Gestion des déchets» du CCAG FCS, le titulaire devra remettre un justificatif de traçabilité de traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation (de la récupération des déchets à leur acheminement au centre de tri et de recyclage).

## **1-9. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**).;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
  - Le bordereau des prix ;
  - L'offre technique du titulaire ;
  - Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
  - Les bons de commande

## **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3-2.1. Contenu des prix**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

**3-2.2.** Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

#### **3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché**

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles *11 et 12* du CCAG.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.1.2 du CCAG selon lesquelles chaque membre du groupement solidaire peut percevoir directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué uniquement sur **un compte unique ouvert au nom du mandataire.**

#### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

##### 3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP

Les informations nécessaires à la facturation seront transmises lors de la notification.

### 3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités,

**3-3.1.** Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

**3-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise de l'offre par le titulaire appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

**3-3.3.** Choix de l'indice de référence

L'indice de référence ***I*** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

Index	Désignation
CPF 81-22	Autres services de nettoyage de bâtiment et de nettoyage industriel

Il est publié sur le site internet de l'INSEE sous l'identifiant 010766743.

**3-3.4.** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec :  $I_0$  = Valeur de l'index ou de l'indice de référence ***I*** prise au mois de remise de l'offre

$I_n$  = Valeur de l'index ou de l'indice de référence ***I*** prise au mois de réalisation des prestations .

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index ou un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index ou de l'indice correspondant.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;

- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, est inférieure au montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALTÉS, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

#### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

#### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues systématiquement par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG.

##### **4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution**

En cas de retard d'exécution dans l'accomplissement des prestations commandées, le titulaire encourt une pénalité journalière de 500€.

##### **4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Sans objet.

#### **4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

##### **4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention**

En cas de retard d'intervention du titulaire pour une intervention programmée afin d'exécuter une ou des prestation(s) commandée(s) par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité de 500€ par heure de retard.

##### **4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention**

Sans objet.

##### **4-3.3. Pénalité pour indisponibilité**

Sans objet.

##### **4-3.5. Retenue pour non remise de documentation**

Sans objet.

##### **4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

En cas de non-respect du port des équipements de protection individuelle par le titulaire, notamment lors de l'intervention d'une personne à pied, le titulaire subit une pénalité d'un montant de 200€ à chaque manquement constaté ;

##### **4-3.7. Pénalité pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés**

A défaut d'affichage des informations pour les travailleurs détachés dans les délais et conditions définies au point par le titulaire, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 450€ pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.

#### **4-3.8.** Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

#### **4-3.9.** Clauses sociales

Sans objet.

#### **4-3.10** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect de l'obligation de confidentialité définie à l'article 1.6.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500€.

#### **4-3.11** Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

#### **4-3.12.** Autres pénalités diverses

##### **.Pénalité pour absence aux réunions**

A chaque absence à une réunion, le titulaire subit une pénalité d'un montant de 500€.

##### **Pénalité pour indisponibilité d'un ou de matériel(s)**

Une pénalité forfaitaire de 1000€ sera appliquée au titulaire par matériel absent pour réaliser quantitativement et qualitativement la ou les prestation(s) commandée(s).

##### **Pénalité pour non respect de la clause environnementale**

En cas de non remise du justificatif de traçabilité des déchets issus de l'exécution de la prestation (de la récupération des déchets à leur acheminement au centre de tri et de recyclage), le titulaire encourt une pénalité journalière de 500€ dès le 7ème jour suivant la fin de la prestation de nettoyage du tunnel de Foix ou de Saint-Béat.

##### **Pénalité pour travail dissimulé :**

Une pénalité journalière de 500€ sera infligée à l'entreprise pour travail dissimulé par dissimulation d'activité ou dissimulation d'emploi salarié respectivement défini aux articles L8221-3 à 8221-5 du code du travail.

Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10% du montant du marché et ne peut dépasser le montant des amendes encourues en application de l'article L8224-1 et 8224-5 du code du travail.

À défaut de correction des irrégularités dans un délai de 15 jours, le représentant de l'acheteur se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur

#### **4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.



## **4-5. Interventions urgentes**

sans objet

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

<b>Lot</b>	<b>①</b>
Lot 1	30,00%
Lot 2	30,00%

① % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

La DIRSO se réserve le droit de contrôler la qualité des interventions avant le départ du titulaire du site. En cas d'insatisfaction, s'il est avéré que le résultat est uniquement du fait de la négligence de l'opérateur, le titulaire devra finaliser convenablement le nettoyage sans frais supplémentaires pour la DIRSO.

## **ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **7-1. Mise en place du marché**

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins de l'acheteur :
  - Mise à disposition éventuelle de points d'approvisionnement en eau ;
  - Mise à disposition d'un fourgon de protection ;
  - Fermeture et balisage de la chaussée.
- Par les soins du titulaire :
  - Assurer sa sécurité ;
  - Identification des entreprises de traitement des déchets non dangereux (DND) et déchets non dangereux inertes (DNDI) ;
  - Identification si nécessité des entreprises de traitement des déchets dangereux (DD) ;
  - Contacter les SMITCOM ou équivalent pour l'évacuation des déchets ;
  - Contacter les régies pour l'approvisionnement en eau.

## **7-2. Programme d'exécution**

Le maître d'œuvre programmera, en fonction de l'état des tunnels et du niveau de service à atteindre les interventions qu'il souhaite voir exécuter.

L'entreprise devra organiser les interventions de nettoyage.

Une fois la programmation arrêtée avec le titulaire, et sauf accord du maître d'œuvre, les dates d'interventions ne pourront en aucun cas être modifiées.

Le non-respect de ces règles entraînera l'application des pénalités définies au sein de ce CCTP.

Les interventions seront programmées deux semaines au moins avant la date prévue de l'intervention.

## **7-3. Conditions d'exécution**

### **7-3.1.** Dispositif de sécurité

Les interventions seront effectuées hors circulation (sous secteur fermé) à la discrétion du maître d'œuvre.

Si les travaux nécessitent la mise en œuvre de signalisation temporaire, elle sera réalisée par les CEI de la DIRSO.

### **7-3.2.** Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

### **7-3.3.** Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

A - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B - Stockage, emballage, et transport

Sans objet.

### **7-3.4.** Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

La signalisation du chantier sera assurée par le maître d'œuvre.

Pour autant, les personnels et les matériels de chantiers du titulaire devront se conformer à la réglementation en vigueur en matière notamment de signalisation temporaire et plus particulièrement de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I, partie 8 « Signalisation Temporaire ».

Les véhicules et engins de chantier doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 §C : matériels mobiles, alinéa 2 « Feux Spéciaux » de l'Instruction Interministérielle de la signalisation routière.

### **7-3.5.** Maintien des communications

Sans objet.

### **7-3.6.** Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- Au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de manutention ;
- Les protections ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie walkie...) ;

### **7-3.7.** Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

### **7-3.8.** Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

#### **A - Prise en charge des installations**

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de l'acheteur.

#### **B - Restitution des installations**

Aucune stipulation particulière.

#### **C - Prise en charge et restitution de la documentation des installations**

Aucune stipulation particulière.

### **7-3.9.** Documentation technique

Sans objet.

### **7-3.10.** Revendications des tiers

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent marché.

Si l'acheteur est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

## **7-4. Conditions d'intervention**

### **7-4.1.** Nature des interventions

#### 7-4.1.1. Interventions programmées

Ces interventions seront effectuées à la demande du service gestionnaire. Le maître d'œuvre informera préalablement le titulaire de la nature, du volume et de la situation des travaux à effectuer.

Ces interventions pourront être réalisées de jour (lot1 -Saint béat) et de nuit (lot2- Foix).

Pour chaque lot, le titulaire devra être en mesure d'intervenir dans les délais impartis, et disposer d'un centre de traitement de déchets dans un périmètre raisonnable du lieu d'intervention.

Aucune plus-value ne sera accordée en matière d'éloignement.

Des pénalités seront appliquées en cas de retard sur le lieu de l'intervention.

#### 7-4.1.2. Interventions urgentes

sans objet

### **7-4.2.** Initiatives

Les interventions programmées ou urgentes seront déclenchées par l'acheteur. Elles seront sous le contrôle du chef de district, son adjoint, le chef de CEI ou son représentant.

### **7-4.3.**Période

La période d'intervention programmée ou urgente sera définie dans le bon de commande.

### **7-4.4.**Délai d'intervention

sans objet

Les interventions sont programmées.

### **7-4.5.** Durée d'intervention

Les durées estimatives des interventions seront mentionnées dans le bon de commande.

### **7-4.6.** Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions

Le titulaire devra se conformer aux directives de sécurité et bonnes pratiques du CEI concerné par l'intervention, qu'elle soit programmée ou urgente.

Le titulaire, conformément au Code de l'environnement, dès le nettoyage et le chargement, sera détenteur des déchets et devra en assurer leur gestion (collecte, transport, valorisation,

élimination) jusqu'au traitement final de ces derniers.

La distance du site de stockage (définitif ou temporaire) des produits de nettoyage devra être prise en compte par le titulaire pour l'organisation et les moyens à mettre en œuvre de manière à assurer un temps d'intervention équivalent au minimum aux 3/4 du temps de présence (temps d'intervention et temps d'évacuation). Une copie du bordereau de suivi des déchets et du bon de pesage correspondant sera transmis à la DIRSO pour chaque déchet dangereux ou non dangereux évacué.

À leur arrivée sur le site de l'intervention, les camions d'hydrocurage affectés par le titulaire devront avoir leur benne entièrement vide.

#### **7-4.7. Documents à établir après intervention**

Suite à son intervention, programmée ou urgente, le titulaire devra remettre dans les 6 jours ouvrés, une copie des bordereaux de suivi des déchets et des bons de pesage correspondants pour tous les types de déchets évacués.

#### **7-5. Formation**

Sans objet.

#### **7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Les personnes intervenant pour le compte du titulaire devront se conformer aux prescriptions données par le CEI concerné par l'intervention, et au code de la route.

Ces personnes devront en outre porter une tenue en adéquation avec le travail à réaliser ainsi que les équipements de protection individuels requis.

### **ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES**

#### **8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais**

##### **8-1.1. Surveillance en usine**

Sans objet.

##### **8-1.2. Vérifications quantitatives**

Sans objet.

##### **8-1.3. Vérifications qualitatives**

Elles sont effectuées tout au long de l'intervention.

Elles portent sur l'ensemble des prestations commandées.

##### **8-1.4. Essais**

Sans objet.

## **8-2. Admission**

Aucune stipulation particulière.

## **8-3. Garantie(s)**

### **8-3.1.** Garantie des prestations

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

### **8-3.2.** Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

### **8-3.3.** Garanties particulières

Sans objet.

## **ARTICLE 9. RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES**

Sans objet.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

## **ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

CCAP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	12.2.1 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4-2	déroge aux articles	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG

### **b) CCTG et CPC travaux publics Normes françaises homologuées**

### **d) Autres normes**